

19 avril 1990 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. George Bush, Président des Etats-Unis, notamment sur la position française et américaine sur l'évolution de la sécurité européenne face à l'unification de l'Allemagne, sur la situation en Lituanie et au Moyen-Orient et sur le problème des otages, Key Largo le 19 avril 1990.

LE PRESIDENT BUSH.- Le président Mitterrand et moi-même avons passé la plus grande partie de notre temps aujourd'hui à évoquer la transformation profonde et encourageante qui a lieu en Europe. Nous avons passé en revue les progrès considérables réalisés vers la démocratie et la réforme économique en Europe de l'Est depuis notre dernière réunion à Paris en juillet dernier.

- Outre les réformes économiques et politiques qui font des progrès en Europe de l'Est, nous avons également évoqué l'heureuse perspective d'une Allemagne unifiée, cette réalisation des aspirations naturelles du peuple allemand est le but vers lequel la France et les Etats-Unis tendent tous les deux depuis plus de deux générations.

- Le Président Mitterrand et moi-même croyons tous les deux qu'une Allemagne unie devrait demeurer membre à part entière de l'OTAN, comme l'a d'ailleurs réclamé le Chancelier Kohl. Tous nos alliés et plusieurs pays d'Europe de l'Est sont de notre avis.

- Dans le même ordre d'idées, nous nous réjouissons à la perspective de voir se poursuivre les entretiens "deux plus quatre" sur les aspects extérieurs de l'établissement de l'unité allemande. Ces entretiens devaient se porter sur la manière de mettre fin aux droits et responsabilités spécialement confiés aux quatre puissances pour Berlin et pour l'Allemagne dans son ensemble. Nous sommes d'accord pour dire qu'une Allemagne unie devrait pouvoir exercer le contrôle intégral de tout son territoire sans aucune nouvelle contrainte discriminatoire pesant sur la souveraineté allemande.

- Dans notre examen de l'évolution de la sécurité européenne, le Président français et moi-même avons évoqué le rôle clef joué par le traité de l'Atlantique nord en permettant aux changements positifs de l'année qui vient de s'écouler de se réaliser. L'Alliance doit demeurer vigoureuse pendant cette période critique de transition.

- J'ai dit au Président que les Etats-Unis maintiendront en Europe de l'Ouest des forces nucléaires et conventionnelles appréciables aussi longtemps que nos alliés désireront notre présence dans le cadre d'un effort commun de sécurité, le Président m'a indiqué l'appui très fort de la France envers le maintien de la présence américaine.

- Nous avons également évoqué le projet de la Communauté européenne vers une intégration accrue, et j'ai répété ici l'appui catégorique envers l'unité européenne que j'avais exprimé au mois de mai dernier lorsque nous nous trouvions à Boston.

- Nous sommes d'accord pour dire qu'à mesure que la Communauté européenne évolue, des liens plus étroits entre les Etats-Unis et la Communauté et des moyens devenant plus efficaces s'imposent

s'imposeront.

- Nous croyons tous deux qu'à mesure que la division de l'Europe cède la place à une nouvelle ère de réconciliation, nous devons renforcer le processus de la CSCE, de manière qu'il puisse intensifier la confiance mutuelle et la coopération pacifique en Europe.\

` Suite du bilan de M. Bush `

- Nous avons également procédé à un échange de vues exhaustif sur la situation en Union soviétique et en Lituanie. Nous partageons nos convictions que ce problème doit se régler par le dialogue, afin que le droit du peuple lituanien à l'autodétermination puisse se réaliser.

- Nous sommes profondément troublés par les déclarations et les activités récentes de l'Union soviétique à l'égard de la Lituanie qui, de toute évidence, n'améliore pas l'atmosphère. J'ai dit au Président Mitterrand que les Etats-Unis envisagent des mesures appropriées que nous prendrions en réponse aux actions soviétiques.

- Monsieur le Président, je vous remercie d'être venu jusqu'ici nous rencontrer. Je suis persuadé que nos entretiens ont accru notre compréhension l'un de l'autre et nous espérons que c'est là un apport que nous faisons à la stabilité et à la paix en Europe et ailleurs.\

LE PRESIDENT MITTERRAND.- Mesdames et messieurs, le Président Bush vient d'exposer le contenu de nos conversations. Bien entendu, il l'a fait en insistant sur les points qui lui paraissent les plus importants et c'était bien normal. Je vais à mon tour agir de même.

- Je ne le ferai pas sans dire d'abord le plaisir que j'ai eu de retrouver le Président des Etats-Unis d'Amérique dans cette circonstance et à quel point j'ai pris plaisir à goûter l'hospitalité des personnes qui nous ont offert leur domicile et qui nous ont permis de passer d'agréables heures consacrées au travail, dans un cadre que vous avez sous les yeux.

- Que le Président des Etats-Unis, que ses conseillers et que les personnes qui nous ont reçus soient ici remerciés.

- Pour aborder le fond du sujet, je rappellerai d'abord trois évidences. La première est que les Etats-Unis d'Amérique et la France sont des amis et des alliés depuis toujours et que rien aujourd'hui d'essentiel ne les sépare. La deuxième évidence ou le deuxième postulat est que l'Alliance atlantique reste, dans les domaines définis par le traité, le cadre organique de la coopération entre nos pays et qu'il importe de le réaffirmer. Le troisième postulat, c'est que la France, comme chacun sait ou doit le savoir, dispose d'une politique de défense spécifique dont elle entend préserver l'autonomie, ce qui n'est en rien contraire aux intérêts de ses alliés. Cela a été démontré depuis plus d'un quart de siècle.

- Deuxièmement, une situation nouvelle se crée en Europe. D'abord l'Europe centrale et orientale évolue vers la démocratie et cherche à s'intégrer à l'économie du reste du continent. Je pense et je l'ai déjà dit, que cette Europe-là a vocation, comme l'autre, à prendre part à une construction de type confédéral réunissant les Etats d'Europe qui se doteront d'institutions représentatives. Rien ne s'oppose dans mon esprit, bien au contraire, à prévoir des accords entre cette confédération et les Etats-Unis d'Amérique. Mais, je vais laisser la parole à l'interprète pour la commodité du sujet, et je passerai au point suivant qui concerne la Communauté économique européenne.\

Dès maintenant la Communauté économique européenne développera son intégration monétaire et son intégration politique, ce qui touche la politique étrangère et de sécurité. Le dernier document en date, vous le trouverez dans la proposition franco-allemande qui a été diffusée ce jour à Paris.

- Toujours dans le cadre des évolutions européennes présentes, on constate que le désarmement conventionnel avance et l'on ajoute qu'il doit se poursuivre. Certes, la remise en cause du pacte de Varsovie par plusieurs de ses membres de l'unité allemande en change un certain nombre de ses données. Nous espérons, d'autre part, que les négociations sur le désarmement stratégique aboutiront.

- Face à cette situation mouvante en Europe, que doit faire l'Alliance ? D'abord, maintenir sa cohésion et donc réaffirmer la nécessité de la présence de forces américaines en Europe. Soutenir l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'Alliance atlantique tout en tenant compte des intérêts de sécurité de l'Union soviétique, élément qui doit toujours être pris en compte.

- Que doit faire l'Alliance ? La deuxième réponse est de n'exclure de sa compétence aucun aspect des problèmes de sécurité relatifs à l'équilibre européen.

- Troisièmement, faciliter et vérifier les avancées vers le désarmement, c'est à dire une vérification entre alliés, par une concertation toujours nécessaire.

- Quatrièmement, rechercher une complémentarité avec les autres instances où les alliés se retrouvent en Europe. Je citerai la CSCE et la Communauté économique européenne. J'ajouterai une observation complémentaire indispensable : préparer les Européens à jouer un rôle accru pour leur propre défense. Sur ces bases, la France est prête à participer à une réflexion, en vue d'adapter l'alliance aux exigences des temps à venir, et dans cet esprit, j'ai évoqué avec le Président Bush qui en est tombé d'accord, l'idée de proposer à nos alliés qu'un sommet de l'Alliance atlantique se tienne avant la fin de l'année. Enfin, quelques autres observations succinctes. Les Etats-Unis et la Communauté économique européenne, il ne s'agit plus là strictement de l'alliance, devraient coordonner davantage leur démarche. Leur coopération économique reste trop parcellaire et leur coopération politique trop informelle. On peut penser à un accord global de coopération et de commerce entre les Etats-Unis et la Communauté, comme la Communauté en a conclu avec ses principaux partenaires et d'autre part, des contacts réguliers de coopération politique au niveau ministériel.\

Quelques observations à propos de la CSCE : j'ai insisté sur l'importance de ce forum à trente-cinq dans le nouveau contexte européen. La réunion des trente-cinq chefs d'Etat et de gouvernement permettra, lorsque l'accord de désarmement conventionnel à vingt-trois aura été conclu, de traiter de l'avenir de la coopération et de la sécurité en Europe. N'oublions jamais que la CSCE est, et a été le seul endroit où puissent se rencontrer véritablement tous les pays d'Europe. A cet égard, les ministres des affaires étrangères ont commencé de préparer l'ordre du jour de ce futur Sommet de la CSCE.\

Sur l'Allemagne, je reprendrai les propos du Président Bush en précisant le droit légitime, plusieurs fois exprimé en France, le droit légitime des Allemands à l'unité de leurs deux Etats. Pour examiner les conséquences de cette unité, le travail du groupe quatre plus deux, doit se poursuivre. Et le problème des frontières abordé dans ce cadre devra trouver sa solution complète et définitive. Enfin, je ne puis dire après les déclarations du Président Bush que ceci, à propos de la Lituanie. Nous avons examiné la situation comme il a été dit, nous avons constaté la nécessité de l'ouverture d'un vrai dialogue. Je rappellerai que la France n'a jamais admis l'annexion, mais il convient d'aborder cette phase avec sang-froid en invitant les partenaires à débattre de leurs intérêts particuliers et de leurs intérêts communs, dans l'intérêt général de la paix. Nous souhaitons pouvoir aider ce dialogue.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Jihad islamique déclare qu'il retarde la libération de l'otage américain, car vous refusez de céder à ses exigences d'envoyer l'ambassadeur Kelly à Damas. Quelle est votre réaction et quelle est la prochaine étape ?

- LE PRESIDENT BUSH.- Ma réponse est très claire. Nous ne céderons pas à des exigences. Notre ambassadeur en Syrie est de retour à son poste, nous avons été déçus par le passé, des espérances se sont développées pour être réduites à néant pas les spéculations. Je puis dire que nous ne sommes pas en conversation avec les preneurs d'otages et que nous sommes reconnaissants à la Syrie qui s'efforce de jouer un rôle constructif. Mais je ne vois pas ce que je pourrais ajouter d'autre qui apporterait une contribution quelconque à la libération des otages.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous venez de parler de votre souhait de pouvoir contribuer à l'ouverture d'un dialogue entre l'URSS et les Litvaniens. Est-ce que ce dialogue viendrait de vous, de la France, ou bien serait-elle commune au Douze ou bien encore à l'OTAN, comment voyez-vous cette idée ?

- LE PRESIDENT.- Toutes les initiatives seront bonnes, aucune ne doit être récusée, elles doivent être considérées comme complémentaires. En tout cas, la France est disposée comme les Etats-Unis d'Amérique à agir dans ce sens et en son nom propre.

- QUESTION.- Cette question s'adresse aux deux Présidents : le Président de la Lituanie a déclaré que les approvisionnements en pétrole ont bel et bien été coupés. S'agissant donc d'aider à

établir un dialogue avec Vilnius, est-ce que vous vous apprêtez, messieurs les Présidents, à aider la Lituanie par l'intermédiaire peut-être d'une tierce partie comme la Croix-rouge internationale ?

- LE PRESIDENT BUSH.- Avec votre permission, je répondrai le premier. Cela va vous paraître bizarre, nous n'avons pas pu obtenir confirmation de cette sanction prise par l'Union soviétique. Nous en sommes au stade préliminaire de consultation avec les alliés, et c'est un stade important, le secrétaire d'Etat s'est entretenu hier avec le ministre Chevarnadze. Nous sommes en contact avec les Soviétiques qui connaissent très bien notre manière de penser. Je ne veux pas faire de spéculation et parler de ce que pourraient faire les Etats-Unis soit avec les alliés, soit agissant seul. Je veux exprimer l'espoir que ce dialogue dont a parlé le Président français et dont je parle également, pourra encore avoir lieu.

- LE PRESIDENT.- Je ne fais que confirmer les propos du Président Bush. Priorité au dialogue : il sera naturellement nécessaire d'examiner les conséquences à tirer d'un refus du dialogue, à savoir qui opposera ce refus et sur quelle base. J'ai exprimé ma façon de voir au Président Lituanien dans une correspondance qui date d'il y a quarante-huit heures.\

QUESTION.- Monsieur le Président Bush, vous avez parlé du désarmement en Europe et des dispositions à prendre dans le domaine de la sécurité. A-t-il été question de la proposition du Président Mubarak sur la création d'une zone dénucléarisée dans le Moyen-Orient et la suppression de toutes les armes offensives et destructives dans cette région.

- LE PRESIDENT BUSH.- Le Président Mitterrand et moi-même n'avons pas évoqué ce sujet.\

QUESTION.- Vous avez dit, monsieur le Président, que l'Union soviétique est allée au delà des paroles et est passée aux actes en ce qui concerne la Lituanie. Vous avez dit aussi que vous voudriez retarder le moment où vous direz ce que feront les Etats-Unis. Pouvez-vous, à ce moment-là, nous dire à quel moment vous seriez prêt à prendre la parole sur ce sujet et nous dire si votre réticence d'aujourd'hui est due aux conversations qui se déroulent entre le secrétaire d'Etat Baker et M. Chevarnadze.

- LE PRESIDENT BUSH.- Ma réticence d'aujourd'hui est due au fait que nous voulons maintenir ouverte des conversations, un dialogue qui ont une incidence sur un grand nombre de pays. Il s'agit de discussions sur la maîtrise des armements, il s'agit de renforcer la démocratie en Europe de l'Est, il s'agit des relations entre les Etats de l'Union soviétique qui affectent un grand nombre de pays. De plus, il y a également les droits des Lituaniens à l'autodétermination et j'en reviens toujours à cette nécessité de faire démarrer le dialogue, c'est le point de conversation avec le ministre des affaires étrangères d'Union soviétique et nous continuons à espérer que nous pourrions faire démarrer ce dialogue mais je ne peux vous indiquer aucun calendrier.\

QUESTION.- La question s'adresse aux deux Président : est-ce que vous envisagez de faire quelque chose pour rompre l'impasse au Moyen-Orient ? Est-ce que vous envisagez de faire quelque chose contre les installations des colons israéliens dans le centre du vieux Jérusalem ? Et je voudrais demander au Président Mitterrand ses impressions à la suite de sa rencontre avec le Président Arafat ?

- LE PRESIDENT.- La position de la France est fixée déjà depuis longtemps, malheureusement, depuis longtemps puisque les événements n'ont pas pris le cours que nous souhaitions.

- Nous avons souhaité quant à nous la réunion d'une conférence internationale et d'autre part, nous avons fait des observations aux dirigeants israéliens sur des conditions dans lesquelles se dérouleraient les élections. Cependant, nous ne refusons aucune chance pour la paix et nous apprécions les efforts accomplis ici et là, notamment ceux du Président Mubarak. Quant à M. Arafat, à deux reprises, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec lui, d'une façon approfondie quand il est venu visiter les responsables français, d'une manière plus succincte lorsque je l'ai reçu récemment avec M. Carter. Ils ont bien voulu me tenir au courant de l'état de leurs conversations, je constate en effet que l'OLP, depuis sa conférence d'Alger, a abordé avec lucidité ces nouvelles perspectives. Il ne faut pas décourager ce type d'effort.

- Quant aux problèmes des implantations en Cisjordanie, il ne doit pas y avoir de malentendus. D'une part, j'estime qu'aucune condition ne peut être posée au droit fondamental qu'ont les Juifs d'Union soviétique de circuler librement, d'être maîtres de leurs mouvements. Poser des conditions quant à leurs destinations et charger l'Union soviétique de procéder à ce qui est pas

conditions, quant à leurs destinations et charger l'Union soviétique de procéder à ce tri, n'est pas acceptable. C'est ce que j'ai exprimé récemment.

- Quant au problème de l'implantation lui-même je raisonne d'une façon très simple, je pense que, quelle que soit l'origine des Israéliens qui vivent en Israël ou qui viennent vers Israël, il n'est pas sage de multiplier ce type d'implantation. Cela crée un état d'insécurité et d'inquiétude qui ne peut pas profiter à la réconciliation des intéressés.

- LE PRESIDENT BUSH.- Puisque la question a été posée aux deux Présidents, je dirai simplement que notre position n'est pas changée, elle se fera toujours sur la base du plan Baker. Je voudrais saluer ici et m'associer à mon ami le Président Mitterrand, pour saluer les efforts du Président Moubarak.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez donné énormément de marge de manoeuvre au Président Gorbatchev pour résoudre ces problèmes, n'y a-t-il pas une limite à votre patience, à la patience des Etats-Unis en ce qui touche à la Lituanie ? Et n'y a-t-il pas danger de l'amener à penser qu'il a vraiment les coudées franches et qu'il peut tout faire jusqu'à envoyer les troupes ? Pouvez-vous donner des preuves que votre modération a mené à une retenue de sa part ?

- LE PRESIDENT BUSH.- Oui, il y a des limites. Ceci dit, je suis convaincu que M. Gorbatchev le sait et sur ce point donc, c'est très clair, je pense qu'il n'y a pas de danger qu'il ait un malentendu entre nous, absolument aucun danger car nous examinons cette question et quant à la deuxième partie de votre question, oui, il y a modération, retenue en ce qui concerne la liberté en Europe de l'Est et il y a certainement une préoccupation de notre part pour ce qui se passe en Lituanie et cette utilisation de l'arme énergétique, mais lorsque l'on dit qu'il n'y a pas, qu'il n'y aura pas d'utilisation de la force, cela nous rassure.

- Mais l'escalade à laquelle nous assistons nous inquiète. L'utilisation de l'énergie pour faire pression sur les Lituaniens est quelque chose qui nous inquiète également. Mais, il n'y a pas absence de communication, il n'y a pas malentendu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.\

QUESTION.- La République fédérale demande des consultations très étroites entre alliés, est-ce que vous y voyez un danger pour les intérêts des Etats-Unis en Europe ?

- LE PRESIDENT BUSH.- Aucun danger.

- QUESTION.- Avez-vous aussi des assurances dans ce domaine aujourd'hui du Président Mitterrand ?

- LE PRESIDENT BUSH.- Je dirai que le Président Mitterrand et moi-même voyons vraiment les choses d'une manière très proche sur les dispositions à prendre dans le domaine de la sécurité en Europe aujourd'hui et dans l'avenir, j'ai été particulièrement édifié par les opinions à long terme que le Président Mitterrand m'a exposées et je ne vois vraiment aucun danger de difficultés qui s'interposent entre les Etats-Unis et la France, entre les Etats-Unis et la RFA, entre les Etats-Unis et le reste de l'Europe.\

QUESTION.- Monsieur le Président est-ce que c'est la première fois aujourd'hui que vous entendez parler de ce projet de confédération dont ont parlé le Chancelier et le Président Mitterrand ne pensez-vous pas que l'OTAN devrait jouer un rôle plus important plutôt que la Communauté européenne ?

- LE PRESIDENT BUSH.- Le Président français et moi-même voyons vraiment les choses de très près. Nous sommes vraiment en parallèle sur la conception de l'OTAN pour l'avenir. Il s'agit de l'équilibre de la sécurité en Europe, d'élargir ensuite ceci aux champs des questions politiques toujours dans le cadre de l'équilibre et de la sécurité en Europe. Donc dans cet ordre d'idées, je ne vois absolument rien de contraire dans ce qui a été dit. Vous avez entendu comme moi le Chancelier Kohl à Camp David parler d'une Allemagne unifiée au sein de l'OTAN. C'est exactement la position française. La France joue un rôle clef au sein de l'OTAN, différent peut-être de celui des autres pays, mais ce rôle est un engagement continu et c'est exactement ce qu'a dit le Président. Non, j'avais entendu parlé de cette proposition précédemment.\

QUESTION.- Messieurs les Présidents, je voudrais revenir à la première question posée sur les otages et je vais vous demander à vous aussi, monsieur le Président Mitterrand, si vous voudriez bien y répondre. Il semble que les Français aient trouvé une formule pour obtenir la libération de leurs otages ? En avez-vous parlé et pourquoi, M. le Président Bush est-il si difficile d'envoyer le

secrétaire d'Etat adjoint M. Kelly à Damas, si c'est en réponse à la perspective que l'on pourrait voir libérer un otage ?

- LE PRESIDENT BUSH.- Tout d'abord, nous avons à Damas un diplomate compétent accrédité, qui est parfaitement en mesure de faire face à cette situation. En second lieu, je dirai que les Etats-Unis ne cèdent pas aux exigences et, en troisième lieu, certains de nos collaborateurs se sont entretenus avec leurs interlocuteurs sur la question de la libération des otages français. Je préfère que ce soit le Président Mitterrand qui vous en parle. Nous avons été très heureux quand ces otages ont été libérés.

- LE PRESIDENT.- Les libérations d'otages dans la période précédente en 1988 se situaient dans des conditions différentes de celles que nous avons connues au cours de ces derniers jours et différentes aussi de celles que connaissent les otages américains. Chaque cas est malheureusement particulier. Le gouvernement de l'époque, en 1988, a toujours affirmé qu'aucune condition particulière n'avait été concédée aux preneurs d'otages. Il n'y a pas lieu de mettre en doute cette parole. Quant aux dernières libérations de la semaine dernière, elles se sont déroulées sans doute dans un climat différent. Il n'y a plus de guerre du Tchad et la France n'est plus en conflit direct avec la Libye. Elle n'a donné lieu à aucune tractation d'aucune sorte. C'est à dire à aucune contrepartie de la part de la France. Il faut penser que les différents ravisseurs dont les responsabilités restent imbriquées d'une façon qui reste à connaître n'avaient plus d'intérêt à garder ces otages. Une diplomatie patiente puisqu'elle a duré des années en l'occurrence près de quatre ans a fini par aboutir. Mais nous ne nous proposons pas en modèle car nous savons que les difficultés rencontrées par nos amis américains sont souvent d'un autre ordre, nous savons qu'ils font tout ce qu'ils doivent faire sans concession particulière pour obtenir la libération de leurs compatriotes.

- Et soyons justes. Nous n'y serions sans doute pas parvenus sans l'intervention du Maroc, de l'Algérie et de l'Egypte.\

QUESTION.- C'est une question aux deux présidents. Est-ce que vous avez le sentiment que l'on doit tenter de dialoguer avec des pays comme l'Iran ou la Libye et d'autres qui continuent de ne pas respecter nos valeurs et qui cautionnent le terrorisme.

- LE PRESIDENT.- Vous avez parlé essentiellement de l'Iran et de la Libye et d'autres éventuellement. Ils ont toujours prétendu ne pas être à l'origine des prises d'otages. Les positions générales qu'ils ont prises à ce sujet laissent le jugement libre. Nous entretenons et la plupart des pays aussi, des relations diplomatiques avec la Libye comme avec l'Iran et comme avec beaucoup d'autres régimes qui ne nous plaisent pas. C'est un problème à trancher, toujours très difficile. Un moment nous avons pensé rompre nos relations diplomatiques avec le Chili au temps de la dictature sanglante. Et c'est à la demande même des forces démocratiques de ce pays que nous avons maintenu notre ambassade qui était un point intermédiaire de protection, d'assistance important pour les résistants de ce pays. C'est un sujet difficile à traiter, on ne peut trancher comme cela d'un coup. En tous cas, nous entretenons des relations diplomatiques avec la Libye et avec l'Iran. Donc, il y a des relations, il ne s'agit pas de se voiler la face. Mais quitte à avoir des relations, autant les utiliser à bon escient, c'est à dire demander à ces pays de se rendre utiles pour la libération d'otages. Quant au degré de responsabilité, quant à la prise d'otages, antérieure bien entendu, je ne suis pas en mesure d'apprécier. La plupart des pays occidentaux font des affaires avec ces pays, souvent des affaires importantes. Il est donc très difficile de séparer arbitrairement les questions des autres c'est à dire cela est permis et cela ne l'est pas. En tout état de cause, tout pays prédateur, tout pays directement preneur d'otage ou directement complice doit être en effet désigné au banc de la société civilisée.

- LE PRESIDENT BUSH.- Comme vous le savez nous avons une situation différente en ce qui concerne les relations avec l'Iran et la Libye. Je veux simplement saisir cette occasion de répéter ce que j'ai dit lorsque je suis entré dans les fonctions de Président : la bonne volonté engendre la bonne volonté et pour moi cela veut dire la libération des otages américains. Nous ne pourrons avoir des relations normales lorsque nous avons des otages et, en ce qui concerne les Etats-Unis, il y a aussi cette liste du terrorisme et le fait de renoncer de manière vérifiable au terrorisme pour

la Libye par exemple est quelque chose d'important.\